

Engagements des femmes dans l'écologie : une opportunité de renforcement

Ghaliya Djelloul

Cette contribution est le fruit d'un travail collectif mené par une soixantaine d'étudiants de baccalauréat en sciences sociales à l'Université catholique de Louvain sous ma supervision. Dans le cadre d'un séminaire de méthodologie en sciences sociales (récolte et analyse de données qualitatives¹) dont le thème portait sur les pratiques écologistes, je les ai invités à exercer leurs talents de chercheur-se-s en sciences sociales, le temps de deux mois de « terrain » ethnologique (Beau et Weber 2003). Il leur fallait choisir un collectif dans le sillage du mouvement écologiste et mener des observations participantes et des entretiens auprès des personnes qui s'y engageaient. Quinze groupes de 3-4 étudiants se sont constitués et ont mené des enquêtes exploratoires, la moitié d'entre eux ayant reçu pour consigne d'adopter une grille d'analyse portant sur les rapports sociaux de sexe, tandis que l'autre moitié était libre de s'inspirer des théories souhaitées. Enfin, l'ensemble des travaux a fait l'objet d'une présentation dans le cadre d'un mini-colloque à la fin du quadrimestre (décembre 2012). Cela a permis de faire dialoguer des groupes ayant travaillé sur des collectifs similaires, partageant parfois le même un terrain, mais dans une perspective différente.

Dans un premier temps, Je rendrai compte ici des travaux de ces étudiants en présentant les problématiques qui ont été élaborées au terme de leurs analyses exploratoires. Je proposerai ensuite une lecture transversale des données récoltées qui décline les dynamiques de genre (Jaunait et al. 2008) visiblement à l'œuvre dans ces collectifs. Ce concept qui induit la relation sociale entre les groupes sociaux de sexe, permettra de voir comment l'écologie, comme répertoire social de discours et d'actions, est mobilisée par les acteurs-trices sociaux dans leur production du genre, et comment le genre, de ce fait, affecte les formes des pratiques écologistes.

Des collectifs tous azimuts

Il faut d'abord évoquer la diversité des types de collectif investigués. Ceux-ci sont tous situés en Belgique et plus précisément dans la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale. Les étudiants ont exploré des voies multiples, trouvant des groupes variés, de

¹ Séminaire dans le cadre du cours dispensé en 2^{ème} baccalauréat en sciences humaines et sociales, socio-anthropologie et sciences politiques.

par leur taille, leur organisation, les activités mises en place, les modes de fonctionnement mais, surtout et avant tout, par les conceptions de l'écologie promues et mobilisées dans les cadres de socialisation créés par ces groupes. On peut en proposer la typologie suivante :

- Six d'entre eux proposent de s'engager, *en tant que citoyen-ne-s*, dans une démarche de consommation écoresponsable (Dubuisson-Quellier 2006 ; Maresca et Dujin 2009). Ces groupes promeuvent des actions pouvant être menées individuellement et dont le but est de limiter l'empreinte écologique des « consomm-acteurs/trices » en achetant des produits locaux. On trouve un groupe d'achats en commun (GAC) ; une association de maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) ; une association mettant en réseau producteurs locaux et bio, restaurateurs et GACs ; un café-épicerie « écoresponsable » proposant une carte à base de produits locaux, issus de l'agriculture biologique et de saison ou issus de l'économie solidaire ; une association sans but lucratif (ASBL²) menant des actions de sensibilisation et proposant des formations de gestion des déchets (vermicompost) ; et, enfin, un système d'échange local (SEL).
- Six autres groupes proposent de s'engager, *en tant que militant-e-s*, pour changer la société en se référant à une lecture politique écologiste (Liepietz 2007). Ils veulent sensibiliser et mobiliser l'opinion publique autour des menaces qui pèsent sur la « nature » et « l'environnement », en construisant des cadres initiant à la mise en pratique de certains principes ; il s'agit de deux habitats collectifs, de deux ASBL gérant des jardins collectifs, d'un centre « d'écologie urbaine » et d'un groupe de militants adoptant des démarches plus radicales s'approchant de la désobéissance civile (Renou 2012).
- Enfin, les trois derniers collectifs proposent de s'engager, *en tant qu'êtres vivant-e-s*, pour une transformation des « consciences », en cherchant à (re)trouver le lien entre les êtres humains et « la terre » qui les (sup)porte. La transformation des consciences est présentée comme la condition *sine qua non* pour répondre à « la crise de sens » à laquelle fait face l'humanité. Il s'agit de collectifs s'inspirant de la pensée et des pratiques développées dans le mouvement de l'écologie profonde (Naes 2009), proposant des conférences, cours et stages de méditation.

Facteurs sociaux d'engagement

La majorité des travaux des étudiant-e-s ont traité des raisons de l'engagement des acteurs/rices sociales. Par le biais d'entretiens semi-directifs, de récolte de récits de vie mais aussi d'observation participante, ils/elles ont cherché à comprendre ce qui poussait les individus à se regrouper, s'organiser et s'investir dans des buts écologiques. En

² Équivalent belge des associations loi 1901 en France.

identifiant les moments-clés des parcours de vie ayant mené à de telles formes d'engagement et ce qu'elles apportent aux acteurs/trices sociales qui les poursuivent, ces travaux ont mis en évidence plusieurs facteurs explicatifs de leur investissement, variant fortement selon les trois catégories décrites ci-dessus.

La première catégorie identifiée, celle des collectifs de consommation écoresponsable, serait le fruit du passage d'une posture de consommateur-trice « passif-ve », c'est-à-dire sans connaissance ni contrôle sur l'origine et la qualité des produits achetés (se fournissant par des « circuits longs » comme les supermarchés), à une démarche « active » s'intéressant à la vie des producteurs, soutenant une agriculture « durable » et/ou « paysanne », de manière générale « bio » et locale (« circuit court »). L'interconnaissance entre acheteurs et producteurs passe par la construction de formes de sociabilités autour de l'acte d'acheter, qui est réinvesti par une finalité politique, et se mue en pratique militante collective.

La mise en place de telles alternatives se révèle couteuse en temps et en ressources sociales pour la mise en place et l'entretien du réseau. La convivialité est de mise aux réunions, qui sont l'occasion d'échanges de savoir-faire, de connaissances et de services. Les formes d'entrée et de sortie des groupes sont souples, bien qu'encadrées, et le degré d'investissement dans l'organisation est variable. On y trouve globalement une proportion similaire de femmes et d'hommes, constituant un groupe de consommateur/trices partageant des valeurs et des exigences spécifiques, dont le « panier bio » ou les achats faits en groupe ne sont qu'un aspect d'un mode de vie plus généralement imprégné de la pensée écologiste.

Ces structures permettent donc de recréer des sociabilités autour de pratiques sociales individualisées et anonymisées (comme les achats au supermarché), cherchant à créer des liens et dépasser les frontières symboliques entre les milieux ruraux et urbains. Ces espaces sont des lieux de transmission de connaissance, de collectivisation des ressources économiques et sociales et de reproduction d'un habitus « citoyen » écologiste (Dubuisson-Quellier 2008). En effet, ces formes de mobilisation puisent dans l'idée de citoyenneté un répertoire de discours et d'actions qui exhorte les individus à se mobiliser autour de groupes d'intérêts, auto-organisés, pour produire un impact social. Or, les femmes et les hommes interrogés cherchent précisément à concrétiser, collectivement, la résistance à un système qui exploite les agriculteurs/trices, en sortant d'une démarche isolée et en partageant leurs valeurs et leurs ressources. Le facteur d'engagement le plus important dans ces collectifs est le besoin de sociabilité, aidant à la construction d'une identification collective, soutenant les parcours individuels alternatifs.

La seconde catégorie de *militant-e-s*, qui se réfère davantage à une lecture politique écologiste, se subdivise quant à elle en deux nouveaux sous-groupes :

Le premier concerne les collectifs pour qui l'impact écologiste est une conséquence secondaire, mais non essentielle, de l'engagement. Il s'agit notamment de tous les col-

lectifs qui soutiennent des personnes en situation de précarité en leur offrant une collectivisation des ressources sociales qui leur autorise l'accès à une consommation alternative ; il s'agit du SEL, des jardins collectifs et des habitats groupés. Les facteurs socio-économiques sont ici à l'origine de la démarche menant à des pratiques écologiques et consistent à collectiviser, et ainsi minimiser, la consommation d'eau, d'énergie, le prix de l'habitat, apprendre à cultiver des légumes et en faire un moyen d'insertion dans une collectivité, etc. Ces activités visent avant tout à (ré)insérer les femmes (majoritaires dans ces collectifs) et les hommes dans des réseaux de solidarité qui constituent un filet social pour des personnes exclues socialement ou ayant choisi de vivre à la marge.

Le second groupe de ces *militant-e-s écologistes* se caractérise, au contraire, par le fait que ses membres détiennent un haut capital culturel, composé d'un bagage culturel scolaire et politique élevé, qui est à la base de leur engagement. On y recense un collectif qui promeut l'écologie par le biais de nombreuses activités culturelles et artistiques, et d'un autre qui s'investit activement dans les actions de protestation et de résistance, ayant recours à des répertoires d'actions s'inspirant de la désobéissance civile (Dubuisson-Quellier, Barrier 2007). Dans ces deux cas, qu'il s'agisse de chanter, danser, cuisiner, jardiner, passer un moment convivial mais aussi s'organiser, lutter et affronter, on retrouve la critique écologique employée pour construire des solidarités et produire des ressources culturelles de résistances au système capitaliste. L'« environnement » est ici érigé en symbole de résistance au système capitaliste et au mode de vie consumériste qui l'accompagne. Le slogan « moins de biens, plus de liens » est caractéristique de cet effort de mise en place de contextes de socialisation « politisée », encourageant à l'adoption de pratiques écologistes et intégrant ces enjeux dans un discours d'alternative radicale par rapport au système capitaliste. Ces groupes, dont les membres sont caractérisés par la détention de ressources culturelles importantes dans lequel ils puisent des répertoires idéologiques, regroupent sensiblement plus d'hommes que de femmes.

Enfin, le troisième ensemble de collectifs, lié au courant de l'écologie profonde, rassemble des personnes qui sont avant tout à la recherche de ressources sociales et psychologiques. L'étude des parcours de vie des personnes engagées a mis en avant l'existence d'un moment clé, le plus souvent une crise ou une difficulté majeure rencontrée dans la trajectoire de ces personnes (deuil, divorce, crise existentielle...) qui les a menées à s'intéresser et s'investir dans ce mouvement. Ce mode de vie et de pensée, et les pratiques spirituelles qui l'accompagnent apportent aux personnes engagées dans la transformation de leur rapport au monde, des modes de résilience. Ils consistent à trouver dans son rapport à la terre, « mère », les ressources pour guérir et dépasser les traumatismes. Ce discours exhorte à trouver du sens dans notre monde déconnecté de la « nature », en renouant avec la terre et en valorisant la féminité (symbole de la source de vie et du soin aux autres) (Larrère 2012) ; il s'incarne par des pratiques comme la méditation et le ressourcement dans les énergies collectives (via le « travail qui relie » les uns

aux autres par exemple). L'écologie évoque dans ces cas un répertoire de croyances, une source de symboles et de rituels, qui sont mobilisés pour transformer et dépasser les perceptions individuelles et construire une conscience collective. Ces groupes sont en majorité composés de femmes.

Cette rapide typologie évoque les principales raisons pour lesquelles des femmes et des hommes s'investissent dans la construction et la participation d'activités de groupes dans le sillage du courant écologiste et ce qu'ils et elles en retirent de manière individuelle. On peut établir un parallèle avec une typologie proposée par Dryzek (1997) pour qui les collectifs écoresponsables et militants de l'écologie politique visent à changer les comportements par une transformation des institutions sociales, économiques et politiques, tandis que les groupes d'écologie profonde (et d'écothéologie, d'écoféminisme, etc.) reposent sur une remise en cause de la matrice culturelle de la société industrielle, c'est-à-dire des termes mêmes dans lesquels les individus sont amenés à ressentir la nature, et à penser les relations entre elle et eux. Dans les deux cas, on voit que la transformation à l'intérieur ou à l'extérieur de soi ne peut nécessiter la mise en place d'alternatives collectives, faisant converger des ressources individuelles, mettant en place des socialisations qui permettent de se débarrasser des schémas de pensée et d'action hérités pour les remplacer par des manières de penser et d'agir « écologistes ». C'est donc, de manière graduelle selon les collectifs, un nouveau rapport au monde et une nouvelle perception des structures d'opportunités politiques pour un changement qui est développée chez les personnes engagées dans le changement social.

Une lecture genrée des ressources identitaires produites

J'ai jusqu'à présent signalé les proportions de femmes et d'hommes en fonction des types de collectifs. Nous allons maintenant voir comment le genre, comme rapport social entre les groupes de sexes, influe sur les formes et les problématiques portées par ces collectifs. Pour cela, nous avons analysé et comparé ces différents collectifs sous l'angle des modalités de recrutement et d'organisation afin de mettre en évidence les conditions différenciées dans lesquelles s'inscrivent les engagements des femmes et des hommes. Les modalités de recrutement impliquent les ressources nécessaires et les barrières (économiques, symboliques...) à l'entrée de ces collectifs. Les modalités d'organisation impliquent la division concrète du travail dans ces collectifs (les rôles d'animation, de secrétariat, de coordination...) et le type d'activités organisées (choix, exécution, participation...) (Dunezat 2007)

Nous avons déjà mentionné la stratification sociale à l'origine de l'implication dans des collectifs différents, c'est-à-dire comment la détention ou le manque de capitaux (culturel, social et économique) (Bourdieu 1979) amène et/ou permet l'investissement dans certaines formes d'activités. Sur le petit échantillon rencontré, nous remarquons une coïncidence entre cette stratification sociale et l'intensité de la division genrée du

travail militant (Fillieule et Roux 2009). En d'autres termes, plus les membres des collectifs combinent la détention de ressources culturelles et sociales importantes, plus ils feront partie de groupes où les rôles sociaux de genre tendront à être dépassés et où, hommes et femmes, s'engagent dans des proportions similaires et dans des fonctions relativement non différenciées. À l'inverse, moins les militant-e-s détiennent de capitaux et ont besoin de ces groupes pour les soutenir socialement et économiquement, plus les collectifs sont investis par des femmes et la division genrée des tâches y est forte : les hommes se trouvent dans les rôles physiques, techniques et de leadership tandis que les femmes s'investissent dans les fonctions d'exécution, de secrétariat, de maintien du lien social, de soin aux autres, etc.

Si on analyse le fonctionnement des groupes de manière genrée, on peut voir que les collectifs qui touchent le plus de femmes sont ceux de l'écologie profonde et de la consommation écoresponsable. En effet, ils visent à fournir à leurs membres les ressources psychologiques et économiques qui leur manquent, l'écologie offrant un moyen de reconstruire un tissu social où les femmes sont particulièrement actives. Cela s'explique par leur vulnérabilité économique en tant que femmes³ qui les rend structurellement plus exposées à des situations de précarité. De même, ces collectifs ont des modalités de recrutement relativement accessibles, c'est-à-dire qui ne nécessitent pas de bagage idéologique fort, et s'organisent dans des réseaux horizontaux. C'est pourquoi on comprend qu'ils soient avant tout investis par les femmes pour lesquelles les ressources sociales développées constituent une forme substitutive de lien social.

Quant aux femmes provenant de milieux sociaux plus privilégiés, il semble que la cause écologiste constitue un moyen efficace pour elles de se politiser, y trouvant un moyen d'explorer et d'inventer des modes d'engagement sociopolitique, moins marqués par des pratiques genrées en comparaison avec les formes classiques d'engagement (Fillieule et Roux *ibid*). Cela se reflète aussi bien par les thèmes abordés, les types d'activités développées et les formes d'investissement attendues: on met en avant les sujets relevant de la sphère reproductive (alimentation, soin...) « traditionnellement » dévolue au genre féminin, les activités sont orientées vers la construction du lien social par l'insistance sur la sociabilité et la convivialité à la base de leur *éthos* militant, et enfin, la participation aux « événements » est ponctuelle, via des événements ou « happening » écologistes et nécessite des structures moins lourdes, ce qui convient particulièrement aux femmes, aux emplois du temps particulièrement chargés et discontinus (Méda 2001).

Le groupe où l'on trouve le moins de femmes est celui qui privilégie l'action directe, impliquant la confrontation (qui peut être violente) avec les autorités. De même, les

³ Résultant, entre autres, de leur surreprésentation dans les emplois les moins valorisés et de leurs parcours professionnels en dents de scie, à cause des charges familiales de soin aux autres qu'elles assurent. Ces facteurs limitent leur insertion et/ou leur maintien sur le marché de l'emploi. Les femmes sont, de ce fait, structurellement plus exposées à la précarité et constituent, à titre d'exemple 85% des chefs de famille monoparentale. Pour des développements chiffrés : http://www.uvcw.be/no_index/cpas/Mesure-anthropometrique-homme-pauvre-wallonie.pdf

militantes choisissent consciemment de ne pas participer aux activités qui les exposeraient le plus au danger et s'investissent plutôt dans le domaine du soin. Pour ces femmes détenant davantage de capital culturel, l'écologie est mobilisée comme une ressource symbolique et politique, qui favorise des leviers d'action différents (tournés autour de socialisations nouvelles) et l'intégration d'une critique radicale du système capitaliste. Revendiquant une lecture féministe égalitaire, on trouve pourtant chez les militantes une reproduction des rôles sociaux de sexe, laissant la prise de risque physique aux hommes par exemple. C'est donc dans la manière dont les actions sont conçues et les participant-e-s sélectionnés pour y participer qu'on trouve des barrières genrées à l'investissement des femmes dans la lutte radicale.

L'écologie : une arme double face à l'alliance du patriarcat et du capitalisme

On ne peut prétendre à l'exhaustivité à travers l'analyse de ces quinze collectifs. Néanmoins, nous avons pu mettre en lumière quelques facteurs et quelques dynamiques qui donnent forme aux rapports sociaux de sexe au sein de ces groupes de militants (au sens large) faisant référence à la pensée écologiste dans leur engagement.

Les trois types de publics rencontrés (les consommateurs/trices écoresponsables, les militant-es et les êtres évoluant vers une conscience écologique) représentent à leur manière trois approches différentes de résistance au capitalisme : Les premiers visent la modification du système économique par la transformation des modes de consommation ; les seconds veulent modifier les représentations et les pratiques ; ils cherchent, par le biais de la culture, à créer des lieux de socialisation diffusant des valeurs alternatives au système économique ambiant ; enfin, si les deux premiers collectifs ne conscientisent pas le système de genre, il est fort intéressant de noter que les personnes inscrites dans une démarche spirituelle sont celles qui opèrent la rupture la plus radicale dans leur rapport au monde et leur mode d'être aux autres. Il est intéressant de noter que c'est dans ce dernier groupe que l'on retrouve la critique la plus exacerbée envers le mode de pensée patriarcal et capitaliste en général, dénonçant l'aliénation des sociétés industrialisées, exhortant les individus à rentrer en contact avec leurs dimensions masculine et féminine et à se départir du classement bicatégoriel.

Or, la précarisation économique structurelle des femmes (due aux rapports sociaux de sexe) favorise leur présence dans des espaces socioéconomiques à la marge, créant une opportunité pour l'écologie politique. C'est pourquoi on pourrait croire que ces collectifs seraient un levier de renforcement de l'autonomie des femmes. Les deux habitats collectifs explorés dans notre panel donnent une idée des conditions à réunir pour qu'un type similaire d'opportunité débouche sur une mobilisation féministe. En effet, ces deux projets sont similaires du point de la forte implication des femmes dans les collectifs, mais très différents du point de vue de leur composition socio-économique et de la division genrée du travail qui y prévaut.

Dans les deux cas, ces « écoquartiers » donnent naissance à des économies informelles fondées sur un lien social fort, caractérisés par la solidarité et la mobilisation collective de ressources socio-économique des membres. Ce faisant, le sous-basement de la pensée écologiste offre aux femmes une brèche dans l'espace politique par sa critique du productivisme et du consumérisme et le décloisonnement qu'elle permet des sphères productive et reproductive. Ce point de vue, marginal, des femmes s'incarne concrètement par le renversement des priorités dans les besoins et la remise en avant de l'importance d'une nourriture et d'un environnement sain et le retour à une échelle locale d'interconnaissance et de solidarité. Cela offre un terrain d'activité favorable aux femmes, en valorisant des compétences socialement acquises.

Pourtant, dans ces deux quartiers la structure des rapports sociaux de sexe, autrement dit la distribution du pouvoir entre femmes et hommes, est différente. Le premier projet regroupant des personnes de milieux socioéconomiques défavorisés et marginalisés (étudiants, artistes, personnes précaires, familles monoparentales, etc.), c'est un mode de vie décroissant qui est instauré par la réduction de la consommation, le développement de coopératives, l'autoproduction par les jardins collectifs, etc. Si les femmes sont actives dans le maintien des liens de solidarité, ce sont principalement les hommes qui jouent les rôles de coordinateur ou d'organisateur de la vie collective. Le mode de vie, pourtant inclusif et autogestionnaire au départ, aurait atteint ses limites avec l'accroissement important de la communauté et s'est soldé par une structure de concentration des pouvoirs. Cela affaiblit le projet social et installe une distance entre les habitant-e-s.

Le second habitat groupé, quant à lui, est le fruit d'une initiative portée par cinq familles sans problème financier, réunies autour d'un projet de vie collective concrétisant des valeurs écologistes. Contrairement à l'habitat précédent, les règles de vie de cette communauté sont clairement établies et formalisées ; la prise de décision se fait de manière sociocratique, les tâches sont clairement identifiées, leur répartition est négociée et planifiée par l'ensemble du groupe. Le degré de réflexivité individuelle, de conscience collective et de responsabilité par rapport à la dynamique de groupe a frappé les étudiants. Le nombre de participants à ce projet est volontairement limité dans le but de maintenir la cohésion de groupe. Les rapports de genre y paraissent plus égalitaires par l'attention particulière portée à ce que les tâches soient également réparties, les rôles interchangeableables et la vie collective inclusive et participative. Cette vigilance collective visant à permettre des comportements égalitaires, aide sans doute à limiter les mécanismes de reproduction des rôles genrés, bien qu'elle soit accompagnée par une clôture de l'espace social puisque le groupe reste fermé afin de maîtriser l'évolution des rapports entre ses membres.

Ces deux exemples illustrent bien les données récoltées dans les différents groupes, à savoir que les actions de lutte contre la précarité (anticapitalisme) amènent beaucoup de femmes à s'engager, mais que leur capacité à transformer cet engagement en un levier d'autonomisation par rapport aux rapports de force avec les hommes (patriarcat)

dépend de leurs ressources culturelles et idéologiques qui leur permettront d'articuler ces deux luttes conjointement. En effet, l'écologie constitue une brèche pour une pensée alternative au système libéral, qui insiste sur les interdépendances et le sort collectif plutôt que l'indépendance et le sort individuel. Ce système de pensée constitue donc un levier de résistance au patriarcat, allié de circonstance au système capitaliste, en ce qu'il critique le système d'attribution de la valeur par le marché, le règne de la valeur d'échange au lieu de la valeur d'usage, les inégalités de distribution du capital et de manière générale les comportements individualistes et le mode de pensée rationnel-instrumental. La pensée écologiste, qui décentre l'anthropocentrisme en l'enracinant dans son environnement, met en lumière les angles morts de la pensée capitaliste et patriarcale et jette la lumière sur le travail habituellement invisibilisé et gratuit, majoritairement produit par les femmes.

Le spectre patriarcal derrière l'écologie : de l'éternel empiètement entre nature et culture

Si la promotion de modes de production et d'échange alternatifs (potagers, circuit-court, GASAP, SEL, etc.) favorise une remise en cause du système économique capitaliste, elle ne suffit pas à sortir du paradigme de pensée libéral dominant. Il ne suffit pas de se définir contre un système mais bien d'articuler, de manière inclusive, les différentes luttes sociales et politiques avec le modèle économique. Cela permet de dépasser les oppositions bicatégorielles de la pensée classiste, raciste et sexiste (Dorlin) et leurs apories. La pensée écologiste permet un certain nombre d'avancées en étendant les modalités d'engagement politique, à une échelle locale, et en proposant un dispositif de discours et de pratiques de type holiste, qui relie les dimensions productive et reproductive. Le cadre d'engagement est lié, dans nos collectifs, à une idée pragmatique de la politique, relevant des enjeux concrets du quotidien. On y trouve beaucoup de femmes dans des situations plus ou moins précaires, et plus ou moins dotées de capitaux culturels ; leur diversité nous permet de penser que c'est une brèche dans la pensée dominante qui pourrait être compatible avec une pensée égalitariste sur le plan social.

Mais, il ne faudrait surtout pas idéaliser les cadres de socialisation dans les milieux écologistes tant y règnent des discours que les féministes *mainstream* seraient susceptibles de qualifier de « retour de bâton » par rapport à l'essentialisation des sexes ; les discours anti-technologiques qui mythifient « la féminité », sacralisant le corps de « la » femme pour son appareil génital et ses capacités nourricières et faisant de la « féminité » une alliée dans la lutte contre le masculinisme hégémonique, représentent pour certaines un puissant levier de renforcement au point de vue psychologique ; pourtant, il ne s'attaque pas explicitement à la base matérielle permettant la reproduction des rapports sociaux de sexe et rate l'occasion d'articuler une pensée égalitariste sur le plan social et politique avec des nouveaux cadres économiques, réencastrés dans les environnements humain et non humain.

Les femmes qui proviennent des milieux culturellement plus favorisés sont celles qui parviennent le mieux à articuler l'objet écologiste d'un point de vue égalitariste au niveau du genre. Elles utilisent le répertoire de l'écologie comme un lieu de pensée alternative et de renouvellement de la société, du point de vue des dominé-e-s. On pourrait parler d'une affinité élective entre la dénonciation de l'exploitation de la nature par le système capitaliste et celle des femmes par les hommes. L'écologie ouvre alors une opportunité de faire converger les luttes égalitaristes (c'est-à-dire anti-capitalistes, antiracistes et antipatriarcales) dans un plus grand courant politique et social.

Le piège auquel on se confronte, lorsqu'on considère des luttes croisant anti-sexisme et anticapitalisme, est de voir le discours écologiste chercher à s'ancrer dans la nature en faisant écho aux discours naturalistes, confortant la légitimité de rôles sociaux mutuellement exclusifs et « complémentaires ». Or, il faut bien préciser que la nature *est* le lieu du social et qu'il ne s'agit pas de la détacher ou de la retrouver : se replacer dans la nature ne signifie nullement replonger dans des théories darwiniennes ou sexistes mais bien de contraindre nos sociétés humaines aux limites nécessaires à leur survie en tant qu'espèces vivantes. Un horizon où les sociétés humaines s'encastrent à nouveau dans leur environnement doit être l'occasion d'explorer les liens entre le politique, le social et le culturel, de se projeter plus loin que ce que notre conscience collective n'a permis jusqu'à présent et de dépasser les divisions, spécialisations et hiérarchisations entre des groupes socialement construits (homme/femme, blanc/non-blanc, hétéro/homosexuel, national/étranger, etc.). A cet égard, le projet de l'écologie profonde est le seul à proposer une critique épistémologique, c'est-à-dire qui porte sur notre modalité de connaissance sur nous-mêmes, et qui appelle à étendre notre degré de conscience de nos liens et interdépendances. Il s'agit donc de remettre l'« être-vivant » au centre mais surtout de refonder un sujet politique « humain » qui soit inclusif et déjoue les pièges classiste, sexiste et raciste auxquels nous renvoie l'idéologie bien souillée déjà de « la nature ». Céder à une alliance, facile, avec le patriarcat marginaliserait la participation des femmes à ce projet, c'est pourquoi elles mettent le mouvement écologiste face au défi de l'intersectionnalité, lui permettant de poursuivre sa dynamique inclusive et reconstructrice des liens sociaux tout en évitant de reproduire les schémas genrés par la multiplication des stratégies contre le « naturel » qui revient au galop.

Bibliographie

- Beaud S. et Weber F. (2003), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La Découverte.
- Jaunait A., Bereni L., Chauvain S. et Revillard A. (2008), *Introduction aux Gender Studies : Manuel des études sur le genre*, Paris : Broché.
- Dubuisson-Quellier S. (2006), « De la routine à la délibération, les arbitrages des consommateurs en situation d'achat », *Réseaux*, 2006/1, n° 135-136.

- Maresca B. et Dujin A. (2010), « Les enjeux de la consommation durable : Compte rendu de conférence (Paris, 15-16 janvier 2009) », *Natures Sciences Sociétés*, 2010/ 18, pp. 51-53.
- Lipietz A. (2007), « Ecologie politique et mondialisation », *L'Économie politique*, 2007/2 n°34, pp. 15-26.
- Renou X. (2012), *Désobéir : Le Petit Manuel*, Le Passager clandestin.
- Naess A. (2009), *Écologie, communauté et style de vie*, Paris : MF Éditions.
- Dubuisson-Quellier S. (2008), « De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation », *L'Économie politique*, 2008/3, n°39, pp. 21-31.
- Dubuisson-Quellier S. et Barrier J. (2007), « Protester contre le marché : du geste individuel à l'action collective : Le cas du mouvement anti-publicitaire », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°2, pp.209-237.
- Larrère C. (2012), « L'écoféminisme : féminisme écologique ou écologie féministe », *Tracés. Revue de Sciences, humaines*, Enquêtes sur les milieux humains, 2012/22.
- Dryzek J. (1997), *The politics of the earth*, New York : Oxford University Press.
- Dunezat X. (2007), « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés et Représentations*, 2007/2, n°24, pp.269-283.
- Bourdieu P. (1979), *la distinction*, Paris : Éditions de minuit.
- Fillieule O. (2009), « Travail militant, action collective et rapports de genre », In : *Le sexe du militantisme*, Fillieule O. et Roux P., Paris : Presses de Sciences-Po, pp. 23-72.
- Méda D. (2001), *Le temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Paris : Flammarion.